

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 24/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRENA

La Gélinais
44110 CHATEAUBRIANT

Référence : N2-2022-0330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement TERRENA implanté La Gélinais 44110 CHATEAUBRIANT. L'inspection a été annoncée le 09/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- La Gélinais 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT dans GUN : 0006302552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société est spécialisée dans le stockage de céréales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites réservées à la précédente inspection ;
- la maintenance des installations de dépoussiérage ;
- le contrôle et le suivi de la température des produits stockés ;
- le contrôle des installations électriques ;
- la rétention des stockages de carburant et la récupération des eaux d'extinction incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre précurseurs d'explosion - Constat visite du 11/08/2015	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet
Protection foudre - Constat visite du 11/08/2015	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
Température des produits stockés	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
La rétention des stockages de carburant et la récupération des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.4	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre précurseurs d'explosion - Constat visite du 11/08/2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Précurseurs d'explosion
Prescription contrôlée : Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par transmission électronique du 08/11/2019, l'exploitant a indiqué que ce registre était accessible sur le logiciel HESTIA, accessible sur tous les sites TERRENA. Il regroupe les documents uniques, les registres des accidents et des presque accidents. Les éventuels événements indésirables sont intégrés dans le logiciel, sont analysés et donnent lieu à des retours d'expérience au niveau groupe. Pour chaque site TERRENA, plusieurs items sont renseignés (réception de céréales, conduite du silo, expédition de céréales, etc.). Pour chaque item, des risques sont associés et sont cotés (en conséquence et en gravité). Un plan d'actions est mis en oeuvre en cas de cotation « défavorable ». Toutefois, cette évaluation concerne uniquement les risques associés au personnel et non aux produits stockés. Ce registre doit être complété pour faire apparaître tous les événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie. La liste des événements retenus pourra s'appuyer sur l'étude de dangers mise à jour en 2010.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection foudre - Constat visite du 11/08/2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Prescription contrôlée : Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.
Constats : Les installations de protection contre la foudre font l'objet d'une vérification complète tous les deux ans. Une vérification visuelle est effectuée entre chaque vérification complète. Le rapport de vérification complète réalisée le 06/12/2021 par SOCOTEC a relevé 6 observations dont l'absence de réalisation des travaux suite à l'étude technique foudre de mars 2012. Le rapport de vérification visuelle réalisée le 12/11/2020 par SOCOTEC faisait également référence à l'absence de réalisation de ces travaux. L'exploitant a indiqué que des devis sont en cours auprès des sociétés INDELEC et EIFFAGE. Mettre en conformité les installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Dépoussiérage
Prescription contrôlée : Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.
Constats : Un contrôle des quatre dépoussiéreurs est réalisé tous les deux ans par un organisme extérieur. Une maintenance préventive est réalisée tous les ans. Cette maintenance porte sur les éléments des dépoussiéreurs et sur les équipements de sécurité. Le dernier contrôle a été effectué par PROFILTRE le 23/06/2020. Des préconisations ont été émises pour 3 des 4 filtres (régulateurs de filtre). Elles ont fait l'objet de travaux en 2020 et 2021. Les check-lists de maintenance préventive suivantes ont été regardées : <ul style="list-style-type: none">- check-list de maintenance préventive du filtre 3 du 20/01/2021 : remplacement de 3 manches percées réalisé le 21/01/2021 ;- check-list de maintenance préventive du filtre 4 du 21/01/2021 : remplacement du régulateur fuyard réalisé le 21/01/2021 ;- check-list de maintenance préventive du filtre 2 du 10/01/2022 : prévoir le réapprovisionnement des manches. L'exploitant a indiqué que la commande avait été passée ;- check-list de maintenance préventive du filtre 3 du 13/01/2022 : 1 manche percée non changée en raison de la pression. L'exploitant a indiqué que le remplacement de la manche était programmée ;- check-list de maintenance préventive du filtre 4 du 13/01/2022 : aucune observation. Les travaux à réaliser sont ensuite enregistrés sous GMAO. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/12/1988 ne fixe aucune fréquence de contrôle des rejets atmosphériques issus des dépoussiéreurs. L'exploitant proposera un programme de surveillance des rejets atmosphériques issus des dépoussiéreurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Température des produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Température des produits stockés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats : Chaque cellule de stockage est équipée d'une sonde thermométrique. Chaque sonde est équipé de sept points de contrôle de la température répartis sur toute la hauteur de la sonde.</p> <p>L'exploitant imprime un relevé des températures une fois par semaine pendant la période de ventilation et deux fois par mois en dehors des période de ventilation. Les relevés de températures sont consignés dans un registre.</p> <p>En cas de point chaud, la ventilation est activée. Pour optimiser la ventilation, l'exploitant se base sur une étude réalisée par TechniGrain en 2020 "Consignes de pilotage de la ventilation de refroidissement à l'air ambiant".</p> <p>Une consigne relative au risque d'incendie par auto-échauffement a été rédigée et est affichée à l'entrée du silo. Cette consigne identifie :</p> <ul style="list-style-type: none">- la phase d'identification et d'alerte avec 2 niveaux d'alerte définis :<ul style="list-style-type: none">• constat de température anormale depuis plusieurs jours,• constat de température anormale depuis plusieurs jours et odeur de brûlé avec ou sans fumée,- la phase d'intervention. <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'une supervision de la thermométrie allait être mise en place en mars 2022.</p> <p>Le personnel effectue une ronde de contrôle hebdomadaire du silo. Ces contrôles sont repris dans un tableau de bord informatique.</p> <p>L'humidité des produits stockés est contrôlée en entrée, en sortie du silo et pendant les opérations de transilage. Les résultats des contrôles en entrée et en sortie du silo sont consignés dans une base de données. Ceux des opérations de transilage sont enregistrés dans le tableau de bord informatique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Récupération des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, la rétention des stockages de carburant et la récupération des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au point 8 de la présente annexe (gestion des déchets).
Constats : Le stockage de carburants est composé de fioul (100 m ³) et de GNR (100 m ³). Les cuves sont placées sur une rétention d'un volume estimé à 159 m ³ (mesures le jour de l'inspection 9,5x16,8x1m). Une vanne d'évacuation des eaux est présente dans la rétention. Les eaux du bassin et de la zone de dépotage sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le bordereau d'élimination des eaux issues du séparateur à hydrocarbures émis le 08/10/2021. Le numéro de certificat d'acceptation préalable (CAP) n'est pas renseigné sur le bordereau susvisé. Le regard au droit de la zone de dépotage semble encrassé. Procéder à son nettoyage si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 03/02/2022 par SOCOTEC. Le jour du contrôle, une personne de la maintenance est présente pour réaliser les premiers travaux. Les observations sont priorisées sur le rapport. Le suivi des observations (date des travaux et signature) est réalisé sur une fiche de suivi transmise par SOCOTEC. Les travaux réalisés sont ensuite saisis sous GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet